

Pas question de désarmer devant Harper

PC

Édition du vendredi 19 mai 2006

Le Devoir

L'opposition au démantèlement du registre des armes à feu s'organise: des regroupements de policiers, d'organismes de prévention du suicide et de prévention de la violence faite aux femmes se sont élevés hier à Montréal contre la volonté du gouvernement Harper de soustraire les armes de chasse et leurs détenteurs de tout contrôle.

Ils ont fait valoir que depuis l'instauration des contrôles, le nombre de vols, de suicides et d'homicides conjugaux avec des armes à feu ainsi que le nombre d'homicides avec des armes de chasse ont considérablement diminué.

La Fraternité des policiers de Montréal et la Fédération des policiers municipaux ont fait valoir hier que les agents utilisent quotidiennement le registre pour vérifier la présence et le nombre d'armes dans les cas de violence conjugale, notamment. Les deux fédérations estiment que de nombreux drames ont certainement pu être évités ainsi.

De plus, les policiers notent que l'absence de suivi des armes permettra aux criminels de se doter facilement d'armes de chasse.

En matière de suicide, les données démontrent que le nombre de personnes s'étant enlevé la vie avec une arme à feu a diminué de 88 par année au Québec au cours des cinq dernières années. Ces données sont significatives puisque 80 % des décès par arme à feu sont des suicides.

Catherine Bergeron, dont la soeur Geneviève est morte lors du massacre de l'École polytechnique en 1989, a vivement dénoncé le gouvernement Harper et accusé le ministre Stockwell Day de mentir à des millions de Canadiens en affirmant que le registre ne fonctionne pas alors qu'il a au contraire fait la démonstration de son utilité.